



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 27 OCT. 2025

**fixant au Syndicat Mixte de Bassin de l'Ehn
implanté à la station d'épuration
rue de Strasbourg – D215 à MEISTRATZHEIM (67210)
des prescriptions complémentaires sur la surveillance des eaux souterraines**

Code AIOT : 0006704883

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et L. 512-20 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation d'exploiter au titre du livre V, titre I du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2019 portant prescriptions complémentaires opposables au SIVOM du Bassin de l'Ehn pour l'exploitation de ses installations situées route de Krautergersheim à MEISTRATZHEIM (67210) ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2022 portant prescriptions complémentaires au SIVOM du Bassin de l'Ehn pour l'exploitation d'un méthaniseur, route de Krautergersheim à MEISTRATZHEIM (67210) ;
- VU le porter à connaissance du 18 juillet 2025 portant sur les travaux relatifs à la surveillance des eaux souterraines sur la station d'épuration de MEISTRATZHEIM ;
- VU l'étude d'implantation de trois piézomètres, datée du 29 avril 2025 ;
- VU le rapport du 24 septembre 2025 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour ses activités de méthanisation ;

CONSIDÉRANT que les modifications décrites dans le porter à connaissance

- ne sont pas substantielles ;
- ne modifient pas le classement ICPE du site ;
- n'ont pas d'incidence sur la nature des MTD applicables au site ;
- visent à mettre en place une surveillance des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 24 décembre 2013 doivent être modifiées pour tenir compte des modifications décrites dans le porter à connaissance du 18 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions à modifier sont mineures et ainsi ne nécessitent pas la consultation du CODERST ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (SMBE), dont les installations sont situées à la station d'épuration, rue de Strasbourg – D215 à MEISTRATZHEIM (67210) se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations.

Les installations sont modifiées et exploitées conformément au porter à connaissance du 18 juillet 2025 portant sur les travaux relatifs à la surveillance des eaux souterraines sur la station d'épuration de MEISTRATZHEIM.

Article 2 - Nature des installations

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2019 sont ainsi complétées :

« Article 1.2.1 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité totale des installations, observations
1.1.1.0	D	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Rajout de deux piézomètres d'une profondeur de minimum de 15 m

Régime : A (Autorisation) ou D (Déclaration) »

Article 3 - Surveillance des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2022 sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent :

« Article 3.1 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Point de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	À communiquer à l'inspection	Amont	Nappe phréatique de la plaine alluviale du Rhin	15 m
PZ2	À communiquer à l'inspection	Aval	Nappe phréatique de la plaine alluviale du Rhin	15 m
PZ3 Puits	003KDHM	Aval	Nappe phréatique de la plaine alluviale du Rhin	22 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 1.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines sur tous les points de mesure, listés ci-dessus, dans les conditions suivantes :

Paramètres		Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE	
Niveau piézométrique	/	semestrielle en période de basses et hautes eaux
pH	1302	
Conductivité	1304	
Chlorures	1337	
Fer	1393	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (somme des 16 dont le ben(a) pyrène)	6136	
Hydrocarbures totaux	7009	
Éléments traces métalliques totaux	665	

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.
Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur. »

Article 4 - Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge du Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn.

Article 5 - Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 6 - Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 8 - Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 9 - Exécution :

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- l'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn par courrier recommandé avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Meistratzheim.

Le préfet,



Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

ANNEXE 1 - article 3.1 : Localisation des ouvrages de Surveillance des eaux souterraines

